Committee of Employment and Social Affairs Interparliamentary Committee Meeting (ICM) Tuesday, 16 February 2016 - 15.00 - 18.00

Questions in view of receiving contributions from national parliaments on the themes of the ICM organised by the EMPL Committee.

1) What is a Social Triple A? - A European pillar of social rights, including wage setting mechanisms

- 1. Has your Chamber/Parliament assessed the Commission's package adopted on 21 October 2015 on "Completing Europe's Economic and Monetary Union"?
- 2. How does your country involve social partners in the elaboration of National Reform Programmes? Do you intend to strengthen this involvement?
- 3. What is your country's view on the proposed Council Recommendation on National Competitiveness Boards, particularly their proposed role in the wage setting mechanisms?
- 4. What is your country's view on the announcement of the European Commission regarding legislative proposals to ensure the principle of "equal payment for the same work at the same workplace" as part of the Commission's Work Program 2016?

2) Investment policies for job creation: EU investment instruments and skills policies

- 1. Has your country presented any candidacy to the European Fund for Strategic Investments (EFSI) on education or training programmes? If so, in what sense and extension? What is your view how Europe can boost EU2020 social objectives, particularly job creation through its Investment Plan and EFSI?
- 2. Does your country have any particular plan to address the general lack of competencies acquired through educational national programmes, highlighted by European enterprises? What is your view how enterprises should be engaged in education and training programmes?
- 3. How efficient are your country's skill policies for the young people and unemployed with a view to their integration or reintegration into the labour market? Could you provide information on the most successful programmes? Does your country apply government's aid or particular tax incentives, to those enterprises, specially SMEs that employ the most skilled youngsters? Of what kind?
- 4. Does your country intend to use the European Social Fund for the integration of refugees into the labour market? If not, what is the reason for it?

Commission de l'emploi et des affaires sociales Réunion interparlementaire de commissions (ICM) mardi, 16 février 2016 - 15.00 - 18.00

Questionnaire en vue des contributions écrites des parlements nationaux sur les sujets de l'ICM organisée par la commission EMPL.

1) Qu'est-ce que le triple A social? - Un pilier européen des droits sociaux, y compris les mécanismes nationaux de fixation des salaires

- 1. Est-ce que votre chambre / Parlement a évalué le paquet de la Commission intitulé "Compléter l'Union économique et monétaire européenne" adopté le 21 octobre 2015?
- 2. Comment votre pays implique-t-il les partenaires sociaux dans l'élaboration des Programmes Nationaux de Réforme? Avez-vous l'intention de renforcer cette participation?
- 3. Quelle est la position de votre pays sur le projet de Recommandation du Conseil sur les conseils nationaux de compétitivité, en particulier au sujet de leur futur rôle dans les mécanismes de fixation des salaires?
- 4. Quelle est la position de votre pays sur l'annonce de la Commission européenne au sujet des propositions législatives visant à garantir le principe de "salaire égal, travail égal sur le même lieu de travail" dans le cadre du programme de travail de la Commission 2016?

2) Politiques d'investissement pour la création d'emplois: Instruments d'investissement de l'Union et politiques de compétences

- 1. Votre pays a-t-il présenté une candidature au Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) pour les programmes d'éducation ou de formation? Si oui, dans quel sens et extension? Comment est-ce que l'Europe peut, selon vous, stimuler les objectifs sociaux de la stratégie Europe 2020, en particulier la création d'emplois, grâce à son plan d'investissement et le FEIS?
- 2. Votre pays a-t-il un plan particulier pour remédier au manque général de compétences acquises grâce à des programmes nationaux d'enseignement, manqué général soulevé par les entreprises européennes? Quel est votre point de vue sur la façon dont les entreprises devraient être impliquées dans des programmes d'éducation et de formation?
- 3. Quelle est l'efficacité des politiques de compétences de votre pays pour les jeunes et les chômeurs en vue de leur insertion ou réinsertion dans le marché du travail? Pouvez-vous fournir des informations sur les programmes les plus efficaces? Est-ce que votre pays offre des aides financières ou des avantages fiscaux aux entreprises, et spécifiquement aux PME, qui embauchent les jeunes les plus qualifiés? Si oui, de quelle nature?
- 4. Est-ce que votre pays a l'intention d'utiliser le Fonds social européen (FSE) pour l'intégration des réfugiés dans le marché du travail ? Si non, quelle en est la raison?